

C.I.R.A.

T2137 - 372 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

hebdomadaire

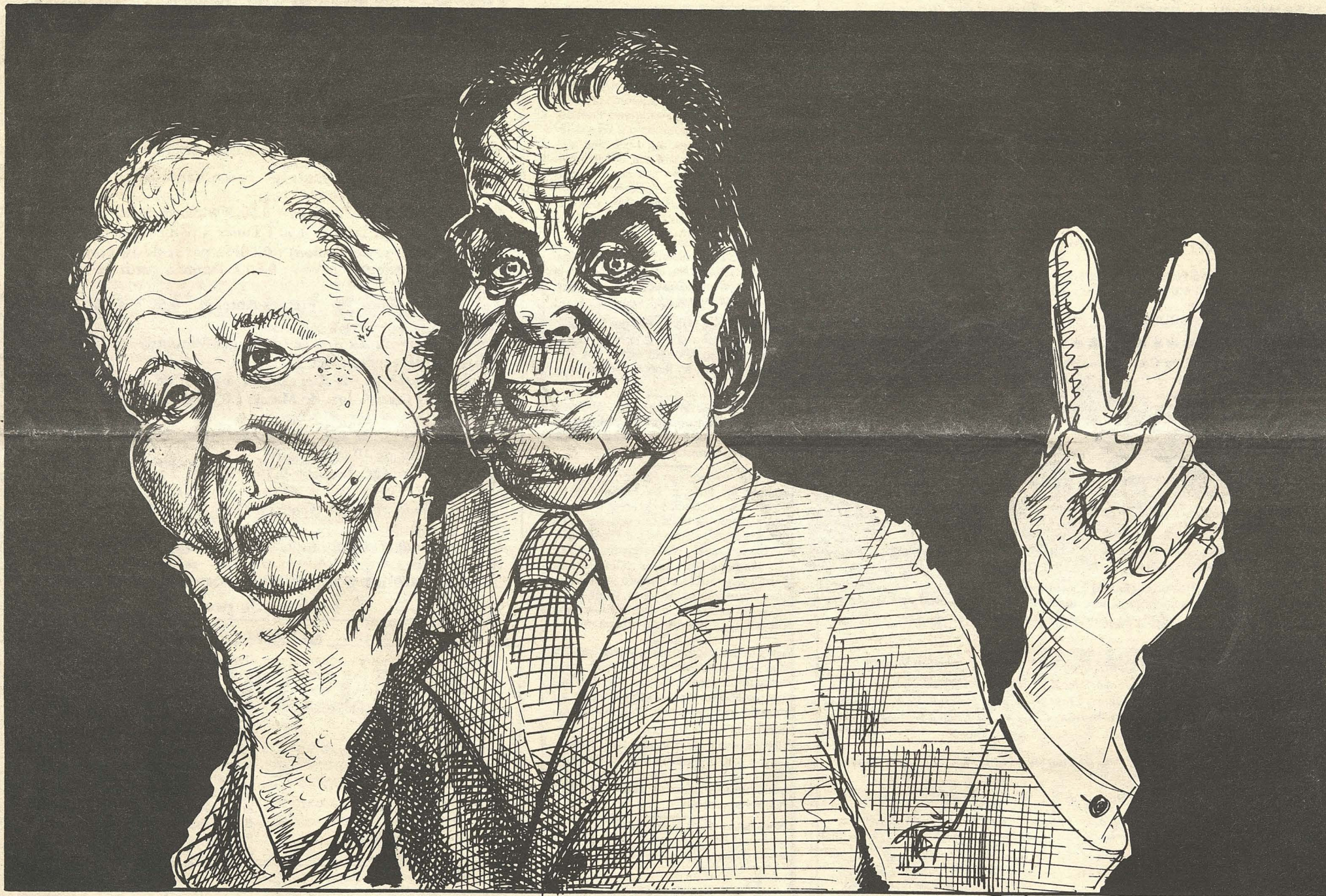
N° 372 JEUDI 23 OCTOBRE 1980 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

SYNDICATS :

LA LUTTE, PAS L'ELECTORALISME!



Editorial

Plus de six mois de l'élection présidentielle, les ténors de la politique ne savent déjà plus parler d'autre chose. Après tout, pourrait-on dire, c'est leur métier! L'électoralisme est bien la raison d'être de chacun des grands, et même de certains tout-petits... Mais il n'est plus jusqu'à la moindre organisation non-politique qui ne cherche à se situer, d'une manière ou d'une autre, dans ce débat qui semble destiné à monopoliser les mass-media pendant des mois.

Et au premier rang, les syndicats. Chaque confédération voit, dans une prise de position immédiate, le meilleur moyen de faire parler d'elle. Personne ne s'étonnera des prises de position de la CGT et de FO, chacune restant dans ses traditions; la première, personne n'oserait en douter, verra dans le candidat communiste le meilleur défenseur de la classe ouvrière et n'hésitera pas à se prononcer en sa faveur dès le premier tour (il est vrai qu'au deuxième tour, ce ne sera plus la peine...); la seconde ne bougera pas, son 14^e congrès atteste de son apolitisme, et elle refusera de se prononcer, encore que Bergeron ne se prive pas de faire comprendre à demi-mots à qui va sa préférence (Mitterrand, en l'occurrence, plutôt que Rocard).

Deux organisations ont toutefois modifié sensiblement leur comportement : il s'agit de la CGC et de la CFDT. Depuis longtemps déjà, les dirigeants de la CGC ont clamé leur opposition à la politique économique du gouvernement Barre, participant aux conflits les plus durs de ces dernières années, notamment celui de la sidérurgie, et agitant le spectre d'une candidature « cadre » chargée de marchander le report des voix au second tour, en fonction du contenu des programmes électoraux.

Quant à la CFDT, on le savait depuis le « recentrage » de 78, elle a résolument tourné le dos aux représentants du Programme commun. Pas question pour elle, contrairement à sa position habituelle, d'appeler à voter pour le candidat de gauche au second tour. Il est vrai que la CFDT n'avait jamais pris position pour le premier tour, préférant ne pas imiter ses composantes importantes tournant autour du PSU, des écologistes, voire des groupes d'extrême-gauche. Malgré les prises de position tonitruantes de Maire et consorts, il serait fort étonnant qu'entre les deux tours, la Confédération ne soit pas secouée de l'intérieur, quand on sait de quel côté penche la plupart de ses militants. Mais n'y avait-il pas là aussi une volonté cachée de faire pression sur le PS, se réservant ainsi la possibilité d'un appel de dernière minute si, par exemple, Rocard était le candidat PS plutôt que Mitterrand? Car personne n'ignore les relations étroites entre l'ascension Rocard du PS et le recentrage de la CFDT.

Quoi qu'il en soit, aucune des organisations syndicales ne saurait être en mesure de faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre, car pas plus les préférences à gauche de la CFDT que les penchants à droite de la CGC ne sauraient surprendre personne.

En fait, seuls des événements politiques ou sociaux importants que nul ne peut prévoir seraient susceptibles de bouleverser l'horizon politique, au point de remettre en cause un résultat que la plupart des observateurs s'accordent à considérer comme joué.

Mais peut-être le véritable problème n'est-il pas tant de savoir qui sera Président de la République française que de savoir ce que fera ce président? Les grosses têtes de la politique ne mettent pas l'accent, loin s'en faut, sur l'originalité de leur programme, car en électoralisme, la nouveauté n'est pas payante. On voudrait nous faire perdre notre énergie dans cette campagne électorale, nous faire entrer dans le jeu politique, nous détourner ainsi de notre combat, et même nous l'interdire!

REGIONS...
ARMEE...
NUCLEAIRE...
.....
.....
SYNDICATS...
ETRANGER...
CRISE...

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNES : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULINS
 ARDECHE : AUBENAS
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS - MONTELLIER
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : ST. ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE-VALENCIENNES
 OISE : CREIL
 ORNE : ARGENTAN
 PYRENEES-ATLANT QUES : BAYONNE
 - BIARRITZ
 HT-RHIN : MULHOUSE
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHERBOURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULONNAISE
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VEN-
 DEEN
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : FEDERATION DEPARTE-
 MENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION

PARISIENNE
 PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.
BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - LES ULIS
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - DRAVEIL
 - THIAIS, CHOISY
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MONTRouGE
BANLIEUE EST
 - GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE, RUEIL
 - NANTERRE - LA DEFENSE
 - VERNEUIL, LES MUREAUX
BANLIEUE NORD
 - VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST. OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS

La Seyne-sur-Mer, Laon, Aisne, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salon, Caen, Angoulême, Maremmes-Oléron, Saintes, Vierzon, Ajaccio, Saint Briec, Bégard, Valence, Concarneau, Le Vigan, Brest, Montpellier, Sète, Châteauroux, Sassenage, Isère, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Noyon, Henin-Beaumont, Bas-Rhin, Le Mans, Thonon-les-Bains, Nord Seine et Marne, Maule, Parthenay, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord-Haute Vienne, Epinal.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex
Groupe de Troyes : les 1° et 3° mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1° porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Permanence F.A. d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon

Groupe L'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe du 11° : permanence à Publico, 3 rue Ternaux 75 011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueau

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales B.P. 237 - 27002 Evreux-Cédex

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h., au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St. Etienne

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12 - 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h., 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cédex

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15°), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18°

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20°, tous les samedis de 14 à 16 h

Groupe Fresnes-Antony : mercredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h. à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h. au local « salle communautaire du moulin de Paris ». 02000 Merlieux. (tél. (23) 80-17-09)

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2° et 4° jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTERIEURES le samedi, de 14 h 30 à 18 H, 3, rue Ternaux Paris 11° (M° Oberkampf) - Tél : 805-34-08.

COMMUNIQUÉS

Des sympathisants libertaires diffuseront le ML tous les vendredis à partir de 17 h 30 à la gare SNCF de Villeteuse et tous les lundis à partir de 18 h à la gare SNCF de Pierrefitte, dès le 27 octobre 1980. Les personnes intéressées par la diffusion du ML peuvent se faire connaître par l'intermédiaire des RI.

Les sympathisants libertaires voulant entrer en contact avec le groupe FA de Mulhouse peuvent écrire aux RI.

Un groupe veut naître sur Rambouillet et proche région. Tous (tes) les libertaires voulant s'associer à sa création pourront écrire aux RI qui transmettront.

Tous les individus intéressés par la formation d'un groupe libertaire sur Noyon (Oise) peuvent nous contacter en écrivant soit aux RI, soit à la BP 11, 60400 NOYON.

Contrairement à des « informations » fantaisistes qui circulent, le groupe Sébastien Faure de Bordeaux n'a pas quitté la FA, et n'a pas l'intention de le faire. Des adhérents du groupe l'ont effectivement proposé, mais ils n'ont pas fait l'unanimité. Ils ont donc quitté le groupe, ce qui est leur droit le plus strict.

Le groupe Sébastien Faure de Bordeaux continue ses permanences, 7, rue du Muguet, le mercredi de 18 h à 19 h et le samedi de 14 h à 17 h.

Trois camarades du groupe « Les Temps nouveaux » de la FA, et deux de leurs sympathisants auront à passer devant le tribunal correctionnel prochainement. Motif : injures envers l'armée, provocation à l'insoumission. En réalité, ces cinq libertaires ont collé des affiches antimilitaristes il y a un an environ. L'Etat ne tolère pas que l'on discute de l'armée. Vous pouvez soutenir ces cinq copains en envoyant des lettres de protestation au procureur de la République de Troyes.

Tous les sympathisants libertaires ainsi que les personnes intéressées par la création d'une liaison Sud-Aveyron peuvent écrire aux RI.

Les personnes intéressées par la propagande libertaire dans la proche région de Cherbourg peuvent écrire aux R.I. qui les mettront en rapport avec le groupe local.

Un groupe est en formation à Caen. Toute personne voulant prendre contact avec ce groupe peut écrire aux RI qui transmettront.

Face au matraquage électoral qui s'annonce, les liaisons de Poitiers et de Parthenay ont décidé de créer un groupe. « Dans les mois qui suivront, nos actions seront centrées sur l'abstention révolutionnaire. Nos moyens seront le collage, le tract et les réunions d'information. Toute personne intéressée, des Deux-Sèvres et de la Vienne, est priée de contacter la liaison FA de son département par l'intermédiaire des RI.

Le groupe région toulonnaise assure des ventes du Monde Libertaire, tous les samedis matin, au marché de Toulon, ainsi que les dimanches matin au marché aux puces de Toulon (La Vallette).

Communiqué de la liaison Isère-Sassenage : tous les sympathisants libertaires désireux de s'associer à la liaison départementale peuvent écrire aux R.I. qui transmettront.

Nous annonçons la création d'un groupe anarchiste à Argentan (Orne). Pour tout contact, écrire aux RI.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)

Tous les samedis de 15 à 18 h 26 rue du Wad-Billy Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
 Dépôt légal 44 149 - 1° trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

LE POUVOIR EST TRANQUILLE SA MACHINE ELECTORALE, IL L'A CONSTRUITE LUI-MÊME
BATTONS-NOUS SUR NOTRE TERRAIN L'OCCUPATION DES USINES



NI PATRON, NI ÉTAT. GRÈVE GESTIONNAIRE EXPROPRIATRICE.

Fédération Anarchiste
 145 RUF AMELOT PARIS 75°

Affiche éditée par le groupe Sacco-Vanzetti

0,60 F l'unité
 2 F l'unique au-dessous de 10 ex.

ne pas oublier les frais de port

Affiches disponibles à Publico

Pas de commandes au-dessous de 10 exemplaires

Halte au Flicage des Enfants (gr. Sacco-Vanzetti) : 0,50 F l'unité à partir de 10 exemplaires.

Action directe (gr. de Toulon) : 0,50 F à partir de 10 exemplaires

Gestion directe (gr. Jacob) : 0,50 F l'unité à partir de 10 exemplaires.

Radios libres (gr. de Toulon) : 0,50F à partir de 10 exemplaires.

Autogestion, texte (gr. Jacob) : 0,50 F l'unité à partir de 10 exemplaires.

Autogestion, photo, (gr. Fresnes-Antony) : 0,50 F à partir de 10 exemplaires.

Armée, Bourreau du Peuple (gr. Sacco-Vanzetti) : 0,50 F l'unité à partir de 10 exemplaires.

Antimilitarisme (gr. de Ris) : 0,60 F à partir de 10 exemplaires.

Supprimons l'armée (gr. de Massy) : 0,60 F à partir de 10 exemplaires.

L'Anarchie, c'est la plus haute Expression de l'Ordre : 0,25 F l'unité à partir de 10 exemplaires.

Affichage libre (gr. Jacob) : 0,70 F l'unité à partir de 10 exemplaires.

Lisez le Monde libertaire (vente en kiosque) : 0,40 F l'unité à partir de 10 exemplaires.

Lisez le Monde libertaire (ancienne parution) : 0,45 F à partir de 10 exemplaires.

Ne pas oublier pour chaque commande à Publico les frais de port

SOMMAIRE

PAGE 1 Tartuffes!
 Edito Expérience autogestionnaire
 PAGE 2 Louis Simon...
 Activités des groupes
 PAGE 3
 En bref
 Amis lecteurs
 Trégor
 Militarisation
 Le Pou parle
 Communiqué
 PAGE 4
 A Boulets Noirs
 Le Pellerin

PAGE 5
 Syndicalisme
 Révolution sandiniste
 PAGE 6
 Informations internationales
 PAGE 7
 Spectacles
 Entretien
 Bande dessinée
 PAGE 8
 Crise



TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration :
26 n°	95 F	110 F	150 F	3 rue Ternaux 75011 Paris
52 n°	180 F	210 F	280 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande à 4F en timbre-poste.

en bref...en bref...

L'UPF tiendra son congrès annuel les 8 et 9 novembre 1980 au « Cheval de Troie » 103 rue du Chevaleret, Paris 75013.

Antimilitarisme : la prochaine séance du TPFA de Reuilly (M° Reuilly) aura lieu le 30 octobre.

A Golfech, EDF persiste à vouloir installer une centrale nucléaire de quatre tranches de 1 300 Mg Watts PWR. Pourtant, la population s'est prononcée contre ce projet. Une large contre-information a été effectuée.

Des actions se concrétisent : sur le site, un GFA (groupe foncier agricole) s'est constitué (une partie des terres est possédée collectivement); trois fermes, délaissées par les agriculteurs, à la suite de la campagne d'intoxication par EDF, sont occupées.

Déjà deux occupants ont été traduits en justice. Les occupants risquent une expulsion manu militari. Pour tout contact : « Territoire libre de Golfech », cap Long, BP 4, Golfech, 82 400 Valence d'Agén.

Le 24 octobre sera désormais la journée internationale d'information et d'action pour le désarmement unilatéral. Cette initiative a été prise par le WRI (War Resisters International) dont le siège est à Londres et qui possède des sections dans les cinq continents.

L'UPF, section française, soutient et participe à l'élaboration de cette journée.

« Amnesty International » change d'adresse. Secrétariat national, représentation du Secrétariat international, librairie et accueil de la région parisienne seront regroupés à partir du 2 octobre 1980 au 18, rue Théodore Deck, 75015 Paris. Tel : 557-65-65. Métro convention ou Boucicault. Bus 39-49-62.

Colette Meynard, institutrice du CES de Pierrefitte a été condamnée par la Cour de Sécurité de l'Etat à cinq ans de prison dont deux et demie avec sursis pour le simple fait d'avoir effectué un voyage au Liban, en mars 78, avec deux Corses, dont un seul se réclame du FNLC. A l'initiative de l'UD-CFDT 93 et du SGEN-CFDT 93, une campagne est lancée pour sa libération, ainsi que pour la dissolution de la Cour de Sécurité de l'Etat.

Deux renvoyeurs de livrets militaires passeront en procès le 29 octobre à Thonon les Bains, au tribunal d'Instances. Il s'agit de Claude Dallu et de Patrice Magnin. le groupe F.A. de Thonon assurera une présence et son soutien au procès.

Dans le numéro 24 d'« Avis de Recherche » : des nouvelles du front, un entretien à propos d'un quinzomadaire et d'un groupe très recherché, une information sur le nouveau gouverneur militaire de la place de Paris, une mise au point sur les collectifs de publication, soutien et impression d'« Avis de Recherche » : le numéro, 4 francs. La dernière adresse du CPI est bloquée par la justice. Ne plus rien y expédier.

Pierre-Yves Celles, renvoyeur de livret militaire, en soutien à Philippe Gosselin et Bernard André, est passé en procès le 14 octobre au tribunal correctionnel de Meaux. L'avocat général a demandé 1 000 francs d'amende et un mois de prison avec sursis. Le jugement définitif sera marqué dans le prochain ML.

Amis lecteurs

Le gala-concert de Bernard Lavilliers à la Porte de Pantin dont nous vous entretenions depuis plusieurs semaines s'est avéré plus extraordinaire que tout ce que nous avons pu imaginer : la plus grande salle de Paris archi-comble (nous avons dû arrêter en catastrophe toute location, faire passer des communiqués à la radio annonçant que la chapiteau était déjà complet, refuser des billets à peut-être 3 000 personnes!), Bernard Lavilliers au mieux de sa forme, une sono comme lui-même n'en avait jamais eue, ont transformé ce gala en un des plus grands concerts réalisés cette année à Paris.

Grâce à cette soirée, donc, notre situation financière s'améliore. Ce concert devrait nous permettre d'aménager au mieux notre futur local, 145, rue Amelot. Mais, tout est loin d'être joué : d'une part parce que la préfecture demande un délai de cinq mois pour nous accorder (ou nous refuser) le permis de construire nécessaire à la reconstruction de la façade. Cinq mois pour savoir si un mur de parpaing recouvert d'une planche de contreplaqué dégueulasse est moins esthétique que la devanture d'une librairie anarchiste...; d'autre part, parce qu'en cette période de rentrée nous avons, comme tous les ans, un rude combat à mener : AUGMENTER LE NOMBRE DE NOS LECTEURS, AUGMENTER LE NOMBRE DE NOS ABONNÉS qui nous donneraient une situation financière stable.

Le Monde Libertaire est un des éléments essentiels à la divulgation des idées anarchistes. Mais, pour remplir son rôle, il faut qu'il soit lu, et lu régulièrement. Pour cela, la seule solution efficace, c'est l'abonnement.

En cette année qui s'annonce joyeuse pour les politiciens de tout acabit, il nous faut trouver des lecteurs, des abonnés, parmi une population dégoûtée des politicieries.

Les administrateurs
Pascal BEDOS - Hervé TRINQUIER

Trégor en marche

C'est jeudi 2 octobre que la marche antimilitariste quitte Lannion pour Bégard. Voilà de quoi troubler la quiétude trégorroise, de quoi causer dans les chaumières et dans les lieux de travail, de la matière pour les pisse-copies locaux avides de sensation.

Et pourtant, il n'y a pas eu de drogue-partie, d'orgie, de gens du comité de soutien à cogner sur les passants. Et puis, Jean-Pierre BOCHEREAU, ça fait 21 ans qu'il est dans les PTT, dans les télécommunications, et puis Yves le

dé Pluzunet, un pot-au-feu bien chaud attendait nos marcheurs au milieu des tentes. Puis, le lendemain, ce fut le départ vers Guingamp pour le procès à 14 heures, au tribunal. Jean-Pierre Bochereau, déjà condamné et radié de la fonction publique, ne repassait pas. Jean-Yves Divic, infirmier, dont le métier est de guérir, expliqua qu'il lui devenait insupportable de soutenir une fanfaronade militaire de haut niveau pratiquée en France. Yves le Broudic se sentant de plus en plus mal à l'aise dans un pays devenu un des plus grands vendeurs d'armes du monde.

Deux cent cinquante personnes dehors et dans le tribunal suivait la plaidoirie de Maître Choucq (l'avocat de Plogoff). Ainsi, nous apprîmes que l'armée avait droit à 7% de perte et 0% de matériel, que les « infra-citoyens » étaient nombreux dans la résistance en 1945 où l'armée s'est rangée sous Pétain, lui-même sous Hitler, que dans seulement quatre cas, la loi prévoit la suppression des droits civiques, quel était le but de la démarche et de la recherche non-violente.

Pendant ce temps, dehors, le drapeau noir, les calicots, flottaient au vent parmi la foule bon enfant dans laquelle se reconnaissaient de nombreux militants locaux. Le procureur montra qu'il ne s'agissait pas d'un délit d'opinion, mais d'un droit commun, parla de la campagne de presse, s'insurgea contre Maître Choucq qui, à la fin de sa plaidoirie, remettait à la cour dix autres livrets militaires, réclamait pour les deux inculpés une amende et pour la première fois à Guingamp, la suppression des droits civiques qui équivalait à une perte d'emploi pour nos deux camarades.

Pour la réintégration de Jean-Pierre Bochereau, pour l'arrêt des poursuites contre les renvoyeurs de livrets, pour la modification du statut des objecteurs de conscience, pour la liberté d'opinion et le droit de changer, soutenons fermement Y. le Bivic, et J.-Y. Broudic.

AMELAR
(Liaison FA de Bégard)



Bivic, c'est un prof de Tréguier, ses élèves l'aiment bien. Pensez donc, avoir une situation, avoir fait son service militaire et renvoyer ses papiers militaires. Pourtant, à la maison, ceux-ci ne mangent pas de pain. Pensez donc, il y en a quinze autres qui vont passer bientôt au tribunal de Guingamp pour renvoi de papiers militaires pour ceux du Larzac.

Bégard, petit bourg rural a donc vu arriver les cent marcheurs avec banderoles, pancartes et accordéon et groupe folk sur la Place de l'Eglise (ou du Centre). Débats, discussion, mini fest noz, distribution de tracts. Pendant trois heures, des habitants vinrent voir qui y était, qui soutenir. Le soir, au camping

LE FOU PARLE...

Dans l'ensemble d'une presse aseptisée, « Hersannisée » qui offre au public autant de publicité que de contenu écrit, il existe cependant des revues qui offrent par leur caractère original un souffle de vie qu'il faut savoir respirer. *Le Fou parle* est une de ces revues qui, même une fois refermée, trotte encore dans nos têtes. Depuis trois années, elle nous présente une autre manière d'aborder l'art, et nous fait partager ses humeurs. Les meilleurs graphistes contemporains ont parsemé leurs œuvres sur son papier glacé. De l'éditorial du premier numéro qui nous disait : « aujourd'hui, *Le Fou parle* avec tous ceux qui savent qu'il y en a marre des discoureurs, des carcans, des sauveurs, des sévères et des chefs », à celui du dernier numéro où *Le Fou* confirme son attachement à « l'irréductible négation des pouvoirs des Etats qui, par le mensonge, le vol, le meurtre, nous exploitent et nous oppriment ». Il n'a pas manqué un seul rendez-vous avec ses amours, tout en étant fidèle à ses haines.

Parce que proche des thèmes libertaires et constituant une expérience unique et indispensable, il ne reste plus qu'à formuler ce souhait : que *Le Fou parle*, qu'il parle longtemps.

Le Fou parle trimestriel : 10, rue de la félicité 75 017 Paris.

Erick

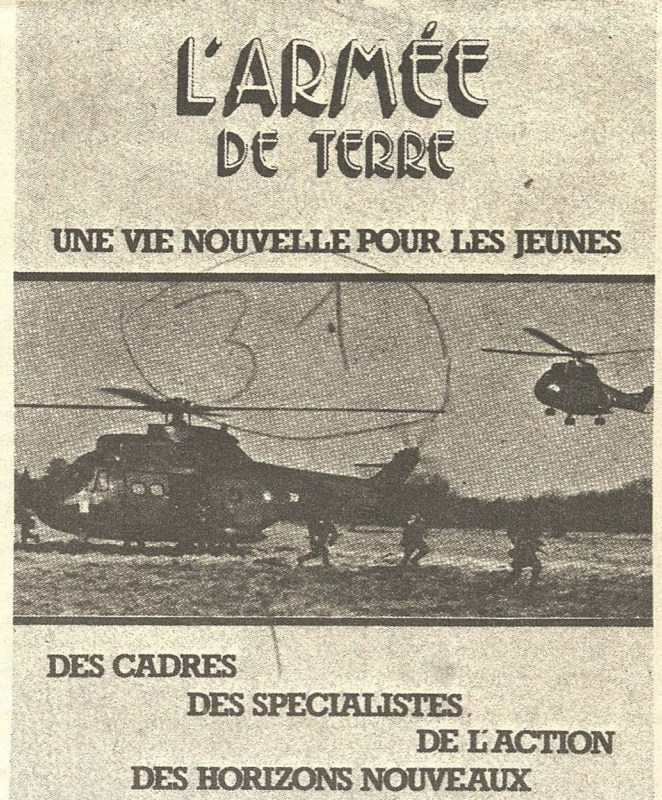
Budget militaire :

La militarisation en hausse

Début octobre a été présenté, à la Commission de Défense de l'Assemblée nationale, le projet de budget pour 1981. Il est en hausse de 17,9% par rapport à l'année dernière et passe ainsi à 104,4 milliards de francs (123,2 milliards de francs si l'on y ajoute le montant des pensions militaires). Pour la cinquième année consécutive, comme s'en vantait Yvon Bourges, « la nation a consenti à accroître l'effort financier pour la Défense ». La priorité est accordée aux forces nucléaires

autorisations de programme, par le nouveau missile à tête multiple (études sur le missile balistique mobile, multiplication du missile air, sol, moyenne portée, etc.).

Ainsi, non seulement certains marchés sont assurés, mais l'importance des commandes laisse prévoir l'intérêt de clients étrangers et le maintien à la 3^e place au niveau international à la course des marchands de mort. Produisons français! comme diraient les autres nationalistes pri-



et à l'équipement des diverses armes, soit en tout 56,7 milliards de francs. On note 19,7% d'augmentation par rapport à 80 dans ce secteur, alors que les dépenses de fonctionnement progressent plus lentement, malgré les augmentations du carburant et des charges sociales.

Ce projet de budget tape dans différentes directions. Tout d'abord, en donnant la priorité à l'équipement, il ouvre plusieurs marchés importants et cela dans des secteurs comme l'automobile, l'électronique, la métallurgie, la chimie, la construction navale, etc. Concrètement, cela se traduit : pour l'armée de terre par 60 chars AMX 30, 50 véhicules de reconnaissance AMX 10 RC, 22 hélicoptères Gazelle, remplacement accéléré du fusil MAS par le FAMAS 5,56 (le clairon), etc.; pour l'armée de l'air par 22 Mirages 2 000, 21 Mirages F1, 5 Transall, radars, missiles, etc.; pour la marine par 1 sous-marin nucléaire d'attaque, 1 corvette anti-sous-marins, 1 chasseur de mines, 2 patrouilleurs de 300 T, etc.; pour la gendarmerie, par le renforcement et la modernisation de tout son matériel, et pour les forces nucléaires qui se taillent la part du lion en emportant 1/3 de la partie du budget d'Equipement en crédit de paiement, et le quart pour les

maires du PCF. Le gouvernement a trouvé une autre manière de créer des emplois avec son budget de la Défense. En effet, beaucoup de matériel, comme les bateaux, la détection, etc., ne peut être utilisé par des professionnels. Bref! pour détruire un chômeur, faites un militaire! Un autre secteur où il annonce la création d'emplois, c'est celui de la répression. Heu... pardon!... de la sécurité! Il va y avoir dans la gendarmerie, 725 créations d'emplois auxquels s'ajoutent une vingtaine de postes supplémentaires, financés par l'EDF, grâce à un fond de concours, pour renforcer les brigades situées près des centrales nucléaires.

Il ne reste plus qu'à ajouter à cela les rêves de puissances qui se dissimulent derrière le renforcement des forces nucléaires pour s'apercevoir des beaux jours que leurs inconscientes folies nous préparent. Pour ceux qui acceptent de participer au jeu de massacre et qui veulent savoir à combien ils sont estimés : depuis 1976, en cas de décès, la fleur au fusil, la veuve a droit à 2 155,97 francs par an. Ce n'est, avec les allocations aux grands mutilés de guerre, que la suite logique du budget militaire.

BERNARD
(Groupe Sacco-Vanzetti)

Communiqué

Nous venons d'apprendre que l'association CPI (Collectif Parole insoumise) est de nouveau l'objet d'opérations policières, dans le cadre des poursuites engagées contre le quinzomadaire insoumis *Avis de Recherche*. Pour la seconde fois en quelques mois, son courrier fait l'objet d'une mesure de blocage judiciaire (ordonnance n° 227 du juge Claude Grellier). Le président du CPI, Jean Lapeyrie, vient lui-même d'être inculpé et comparaitra devant le juge d'instruction le 28 octobre prochain.

Le CPI nous signale qu'il suspend PROVISOIREMENT ses activités de vente par correspondance de la presse insoumise et de documentation sur la résistance à l'oppression. Une procédure juridique va être engagée par le CPI et ses avocats, dont Maître Vergès, pour faire casser la décision de blocage judiciaire, procédure que le CPI espère gagner dans les plus brefs délais.

Transmettez vos commandes (chèques barrés non libellés) aux diffuseurs militants, dans les librairies-points de vente, auprès des organisations libertaires, auprès des journaux anarchistes et antimilitaristes qui transmettront! Renforcez les liaisons-réseaux. Gardez le contact. Nous ne reculerons pas. Ici ou ailleurs, à bientôt...

Secrétariat au Relations extérieures de la Fédération Anarchiste

A BOULETS NOIRS

Brigadiers, vous avez oraison !

Il vient de se tenir à Lyon un congrès peu ordinaire : celui des gendarmes chrétiens. Mais oui, braves gens, les gendarmes ne sont pas sans pitié... Et sachez, lorsque vous verrez poindre un képi, que le rude visage qu'il surmonte, peut dissimuler une âme délicate.

C'est le cardinal Renard qui a présidé la messe pour ces poulets. Une émouvante assemblée de manieurs de crosses !



Ils ont perdu la boussole (marxiste-léniniste)

Les « camarades » de l'OCI font signer actuellement sur les marchés une pétition pour une candidature PC-PS aux élections présidentielles.

Leur démarche est un chef-d'œuvre de clarté et de cohérence. Tout d'abord, alors que l'OCI dénonce à longueur de temps les mille et une canailleries du PC, voilà que nos bons camarades menacent de se rouler par terre, de faire un malheur, si Marchais refuse toujours de prendre le pouvoir. Ils sont masos, ces gars !

Ils exigent donc que « soit substitué au gouvernement Giscard-Barre le gouvernement Mitterrand-Marchais ».

« C'est — expliquent-ils — la seule voie pour la révolution socialiste ». Mais, comme ça paraît un peu juste pour une aussi vaste ambition, ils ajoutent quelques ingrédients à leur recette : la grève générale et la manifestation centrale devant l'Assemblée, lors de la discussion et vote du budget. Avec ça, ça doit marcher !

Une précision que nous allions oublier, malheureux que nous sommes : le gouvernement Mitterrand-Marchais

sera sans ministre bourgeois. Traduisez : sans radicaux de gauche. Mais, avec ces prolétaires que sont Deferre, Rocard, Mauroy, Delors, Pisani, etc., la différence saute aux yeux !

Si vous n'êtes pas convaincus, c'est que vous n'avez rien compris, mais alors ce qui s'appelle rien, à la dialectique !

Peau de lardin

Grosse surprise, l'autre jour, des travailleurs Creusot-Loire regardant les informations télévisées. Ils virent, en effet, apparaître la tête bien connue de l'un de leurs anciens patrons.

Cet intrépide personnage, qui dirige là-bas une aciérie édiflée par le trust, quittait l'Irak en catastrophe pour cause de bombardements. Il expliquait, en substance, qu'il se repliait, mais qu'il laissait sur place les techniciens nécessaires à la marche de l'entreprise !

Comme quoi les plus belles traditions se perdent et notamment celle voulant qu'un capitaine reste le dernier sur le navire en péril.

Il est vrai qu'une peau de lardin du baron Empain, c'est bien trop précieuse pour rester exposée à de si grands périls...

Que la guerre sera polie !

Une importante réunion internationale vient de se tenir à Genève. Son but est « l'interdiction ou la limitation d'emploi de certaines armes classiques considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination ».

Il s'agit, nous dit-on, d'éviter « les blessures inutiles et les souffrances superflues ». Ou, ce qui revient au même, d'admettre, de recommander, les blessures utiles et les souffrances nécessaires !

C'est ça ! Il faut un code pour la guerre. On devrait même instituer, pour les généraux, un permis de conduire les armées à la boucherie, aux abattoirs. Avec examen pratique sur le terrain, en Afghanistan par exemple, ou en Irak ! Ce que c'est tout de même que la civilisation !

CHÔMEURS :

EDF engagé dans la gendarmerie

Mauvaises nouvelles pour ceux qui

traitaient de dangereux alarmistes ces antinucléaires qui prenaient pour slogan : Société nucléaire : société policière. L'EDF vient de décider de donner raison à ces « écologistes ».

En effet, parallèlement à l'augmentation du budget réservé à la gendarmerie (17,8% de plus pour 1981), EDF va attribuer un fonds spécial, afin de créer une vingtaine d'emplois dans le but de renforcer les brigades territoriales affectées aux centrales nucléaires. Pauvre contribuable ! Non content d'entretenir, avec ses impôts, armée, police... il aidera, à chaque règlement de sa consommation d'énergie, à maintenir en place les forces de répression qui viendront lui imposer une politique énergétique sur laquelle, à ce jour, il n'a pas eu à donner son avis.

Cette nouvelle mettra du baume au cœur à tous ceux qui, chômeurs, rêvaient de servir « efficacement » la politique industrielle de leur glorieux pays.

"ILS " NOUS MENAGENT DU "RETOUR A LA BOUGIE" ... ET C'EST "L'HOMME DES CHAÎNES" QUI APPARAÎT !



Il ne reste plus qu'à espérer que l'examen de passage pour l'obtention de ces nouveaux postes ne se cantonnera pas à la fourniture d'une preuve d'affiliation plus ou moins directe à un mouvement d'extrême-droite.

TARTUFFES !

A propos des diamants de Bokassa, l'Huma écrit : *De-ci, de-là, on rêve de transformer la bataille politique en affrontement autour de quelques scandales crapuleux. Le modèle est américain, et c'est bien ce qui est inquiétant : il est parfaitement rodé pour évacuer les grandes questions fondamentales de la société... Est-il besoin de dire qu'il ne faut pas compter sur les communistes pour se prêter à ce jeu-là ?... Le « dégoût » de la politique est une arme entre les mains des puissants pour éloigner du champ de la lutte ses propres victimes.*

Bizarre, comme c'est bizarre ! Il ne faudrait donc plus dénoncer la corruption des bourgeois qui s'enrichissent par tous les moyens, tout en prêchant l'austérité pour le bon peuple ? A une époque pas si lointaine, le PC n'avait pas ce genre de scrupules. Il dénonça avec vigueur, sous la IV^e République, le « scandale du vin » et, pendant la guerre d'Indochine, le trafic des piastres. Pour cette dernière affaire, il eut à l'Assemblée, un « procureur » célèbre en la personne du député Kriegel Valmiront, aujourd'hui en disgrâce. Et voici maintenant que les staliniens se voient la face. « Cachez ces scandales que nous ne saurions voir ! » Seule, la dialectique, dont les chemins ne sont pas tout droits, peut expliquer ce revirement...

Les amis des amis

A moins qu'en cherchant bien, on finisse par trouver une expli-

cation plus terre à terre.

Giscard se veut l'interlocuteur privilégié de Brejnev, et tout indique que celui-ci trouve Valéry pas si mal que ça.

Dernier exemple des bonnes relations : l'entourloupette que Giscard a faite aux Ricains en autorisant Creusot-Loire à vendre à l'URSS, pour un milliard deux cent soixante dix millions, un complexe sidérurgique, clés en main. Washington avait renoncé à cette affaire en raison de l'embargo décrété après l'invasion de l'Afghanistan. Pour compléter le tableau, précisons que Giscard est au mieux avec Creusot-Loire, fief du baron Empain et de la famille Schneider réunis. Et qu'Anne Aymone est justement un des fleurons de ladite famille...

Ajoutons enfin que Ponia, l'homme de confiance et ambassadeur très spécial de Giscard, et Doumeng, « milliardaire rouge », membre du PCF et bien introduit en URSS, sont comme « gros cul » et chemise.

Alors, toutes ces petites choses créent des liens et expliquent qu'on se fasse quelques politesses.

Marchais, Leroy et autres Fiterman vitupèrent la politique de Giscard. Pour amuser la galerie prolétarienne, bien sûr ! Mais à part ça, pas question d'abîmer l'image de marque à Brejnev et autres Gierek !

S.B. (groupe N. Makhno de Saint Etienne)

De l'expérience autogestionnaire

On parle beaucoup aujourd'hui du dynamisme et de l'imagination des coopérateurs. Au bout de la rue des Bains, à Firminy, ceux de « FIRMINOX » ont relancé la production puis racheté les murs et les machines. La coopérative ouvrière créée par les six licenciés de « Lingerie-maille », au 7 de la rue des Armuriers, à Saint Etienne, est un autre exemple d'autogestion réussie.

Après le dépôt de bilan du patron, la vie du coopérateur est une trajectoire d'aventure. Certes, cette démarche essentiellement individuelle et locale ne semble pas produire un bouleversement du monde. Pourtant, cet effort vers un nouvel état d'esprit met du désordre dans les rapports entre syndicats, patronat et pouvoir, car

il est en train de bâtir dans la réalité, la démocratie à la base, contre toute société hiérarchique.

Instaurer l'horaire libre puis partager le plan de travail du jour et les projets de la semaine : c'est une autre façon de vivre, de dire, de penser ! Ceux qui font quelque chose de concret savent qu'ils peuvent exister ensemble.

Malgré les tentatives de récupération du pouvoir, je crois que le terrain nouveau de la coopération peut transformer la vie d'une façon réelle, possible. Les bureaucraties syndicales existantes ne souhaitent évidemment pas que les travailleurs soient les seuls maîtres de leurs destinées.

CLAUDE (groupe N. Makhno de Saint Etienne)

LE PELLERIN A PETITS PAS !

La mise en condition de la population se poursuit. La propagande en faveur du nucléaire, qui est passée récemment à la télévision et sur les antennes d'Europe n°1, s'est renforcée, sur place, par un voyage des conseillers généraux de Loire-Atlantique à Fessenheim. La Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes diffuse un journal gratuit *Energ Hic*, composé par la SFEN (Société française pour l'Énergie nucléaire) qui regroupe des salariés de l'EDF, du CEA et autres entreprises travaillant pour l'EDF. Elle organise aussi une exposition du 20 au 26 octobre sur le thème « Sécurité et Nucléaire ». Face à la détermination de la population, le projet piétine. Mais le pouvoir ne l'abandonne pas.

Le 19 avril 1979, Marcel Boiteux confiait à un journaliste de *Libération* : « compte-tenu de la proximité de l'agglomération nantaise, le gouvernement avait demandé des études complémentaires concernant le site du Pellerin. Cela ne signifie pas que le projet soit abandonné, ni même différé sine die... Disons qu'il est retardé ».

Les conclusions des études complémentaires devaient être données en juin 80. Nouveau recul du gouvernement et dérobade des nucléocrates qui fixent un nouveau délai début 1981 (après les élections, pardieu !).

Ces dernières semaines, les nouvelles devenaient alarmantes; le bruit courait que le chantier démarrerait début 81 et que Giraud, le ministre de l'Industrie, viendrait l'annoncer le 8 octobre, à Nantes, en inaugurant le train *Les Echos/Europe 1*.

Giraud a apporté un démenti : « j'apporte donc, ainsi que j'ai eu l'occasion de l'écrire récemment à plusieurs élus, un démenti formel aux spéculations sans fondement suivant lesquelles la construction de la centrale débiterait incessamment. Il va de soi que de tels travaux ne seraient pas lancés, au Pellerin comme ailleurs, sans une information et une concertation complète avec les élus locaux ». Ce qui veut dire qu'il y aura concertation avec le conseil général, acquis à la cause, mais pas avec les maires de l'agglomération nantaise, et encore moins avec la population ! Il ajoute que le projet « est décalé dans le temps — mais non supprimé ». Ceci ne doit pas être interprété, ni comme un abandon du dossier, ni comme un report indéfini du projet. La procédure d'étude et d'instruction se poursuit. C'est ainsi, par exemple, que des sondages devraient être effectués prochainement pour apprécier la qualité des terrains.

Les délais supplémentaires ainsi apportés me paraissent devoir être mis à profit pour poursuivre une information de l'opinion locale sur cette affaire ».

Donc Giraud adopte la tactique des « petits pas comptés », fidèle en cela aux objectifs fixés aux Relations publiques de l'Industrie électrique dans un rapport spécialisé du congrès de son Union internationale qui s'est réunie à Varsovie en juin 1979. « Il n'y a aucun espoir pour faire changer d'avis les détracteurs du nucléaire, mais il convient

un mineur, a été condamné, à huis-clos, à quinze jours de prison avec sursis.

Un départ en car est organisé de Nantes (Place Viarme) à midi, et retour (avec les prévenus) dans la soirée. On demande à ceux qui ne pourront se déplacer d'envoyer lettres et télégrammes de soutien au président de la Cour d'appel, Palais de Justice, 35000 Rennes.

Le 4 novembre prochain, nouveau procès en appel à Rennes, des quatre habitants du Pellerin et de Cheix, condamnés le 18 mai 1979 à Nantes, pour avoir



de faire admettre par la masse silencieuse, même sans grand enthousiasme, l'impérieuse nécessité de l'énergie nucléaire ».

Donc, pas de déclarations inquiétantes, pas de brusquerie — de l'intoxication et quand le fruit sera mûr, il tombera tout seul dans le panier d'EDF malgré l'opposition de quelques trublions anti-nucléaires.

Deux procès se préparent : le 10 juin 1977, le registre d'Enquête d'Utilité publique de St Jean de Boiseau était détruit. Trente quatre personnes se présentèrent spontanément comme ayant participé à l'action. Elles passèrent en procès à Nantes, le 17 décembre 1979.

Le tribunal prononce son incompetence et renvoie l'affaire devant les Assises (ce que plaide la Défense). Se rendant compte du ridicule, le ministère public fait appel. Les trente-trois passeront en Cour d'appel le 20 octobre prochain à Rennes, à 14 heures. Le 34^e,

dérobé (et rendu) la serviette d'un agent de l'EDF venu dans le Maine-et-Loire pour tenter d'extorquer une promesse de vente pour un terrain sur le site, auprès d'une personne originaire du Pellerin.

Le 8 octobre, comme nous le disions plus haut, Giraud est venu à Nantes inaugurer un train de propagande pour l'expansion industrielle. Une centaine d'antinucléaires l'attendaient avec des banderoles, devant la gare. Il était bien protégé par des centaines de flics et CRS, mais il a préféré entrer par une porte dérobée, sur le quai de la gare. La presse était là et le pouvoir a bien su que les antinucléaires ne se démobilisaient pas. Régent, le président de la Chambre de Commerce, coïncé par un groupe de manifestants, n'a pas hésité à foncer dans le tas.

Le 19 octobre, se tenait un rassemblement sur le site de Clairvaux, près de Poitiers, où EDF voudrait installer une autre centrale. Ça devient une manie!

JAKEZ

Louis Simon

Un grand compagnon nous a quitté cet été, le 31 juillet 1980 : Louis SIMON.

Quelques jours avant son hospitalisation, il faisait une dernière brillante conférence sur Han Ryner et sa pensée — un sujet que nul autre, exceptée sa compagne, Georgette Ryner, qui l'avait précédé dans la mort il y a cinq années, ne connaissait aussi bien, et sur lequel personne ne pouvait mieux transmettre de message.

Louis Simon était un être exceptionnel, en ce sens qu'il était à la fois scientifique, écrivain et poète. Il était aussi un militant infatigable, depuis sa jeunesse jusqu'à ses 80 ans, pour les causes du pacifisme et de l'anarchisme.

Les Amis de Han Ryner (AMR) et leurs Cahiers comptaient beaucoup pour lui, et il n'a cessé de perpétuer la pensée de ce grand philosophe.

Vieux militant de la FA, Louis était un des « grands » du mouvement anarchiste français et international, dans la lignée des penseurs libertaires du début du siècle.

Louis Simon s'est consacré inlassablement à la cause du pacifisme. Militant de toujours de l'IRG (Internationale des Résistants à la Guerre), il y présentait la branche française, autrefois la LAP (Ligue d'Action pacifiste) qu'il aimait; puis, lorsque ces mouvements fusionnèrent, l'Union pacifiste (UPF) dont il a été un des militants les plus dynamiques et engagés. « Individualiste dans le social » lui aussi, tout comme son beau-père et père spirituel, il dédaignait la violence de la politique pour se consacrer à la solidarité entre les hommes. Avec la vigueur de ses positions et la fidélité sans faille de ses idéaux, il s'engageait avec fermeté et bonté à la fois. Mais, ce « puits de science et de philosophie » avait un contact très simple et riche de chaleur humaine, il avait le sens de l'humour, et l'amitié avec lui était grandement partagée. La droiture de ses sentiments égalait celle de ses réflexions.

Nous ne verrons plus sa barbe blanche se dresser dans une salle pour soutenir la position de jeunes objecteurs de vingt ans, violemment pris à partie par des hommes se prétendant plus mûrs...

Avec le départ de Louis Simon, c'est un vide que nous ressentons profondément, tant pour les mouvements libertaire et pacifiste que pour ceux qui ont eu la chance d'être ses compagnons.

Maurice MONTET

A l'échelon national : le syndicalisme stagne

A l'échelon de l'entreprise : il marque des points!

MALGRÉ les gesticulations du sieur Séguy et de ses acolytes, sur le plan national, la rentrée a été calme, disons plutôt traditionnelle. La presse, à l'affût de l'événement et qui naïvement se figure qu'en parler c'est le créer, comme les politiciens syndicaux, est restée sur sa faim, même si les uns ou les autres ont agité, pour meubler les temps morts, quelques vieux cadavres qui séjournent dans le placard et qui, tel Manufrance, n'en finissent pas de finir! Mais, entendons-nous bien, je parle de cette agitation syndicale de type parlementaire qui brasse tous les grands problèmes, prétend infléchir ou changer le cours de la politique économique du gouver-

de la télévision, est bien présente, pour peu qu'on se donne la peine de la dénicher, en épluchant toutes les petites feuilles syndicales d'entreprises! Politique bien vivante, dont les succès sont incontestables et qui est la vraie richesse du mouvement ouvrier.

Politique impulsée par le petit cadre syndical de toutes les organisations syndicales. Politique constante, et c'est à celle-là que pense Barre lorsqu'il accuse le patronat de céder trop facilement aux demandes d'augmentation des salaires, ce qui est vrai! Personne ne croira que si le patronat accepte le relèvement des salaires, si il a accordé à près de la moitié des entreprises la cinquième semaine de congés

le lieu de travail. Ces pleurnicheries du chef du gouvernement doivent être un encouragement à tous, pour accentuer la lutte dans les bureaux et dans les usines. C'est la démonstration de l'efficacité de l'action revendicative. Les communistes eux, avaient rassemblé leurs troupes venues de tout le pays, pour essayer de politiser le combat des travailleurs de Manufrance et ils avaient trouvé comme gardes-flancs, des socialistes qui, pour des raisons purement électorales, n'hésitent pas à faire de la figuration qu'il serait bien difficile de trouver intelligente. Comme d'habitude, la CGT servait d'alibi à une foule qui clamait ce mot d'ordre bien syndical « Marchais président ». Marchais ne sera pas



nement. La proximité de l'élection présidentielle, la querelle entre les partis et les groupes de partis, la crise internationale, les menaces de guerre n'incitaient pas Barre à céder, et l'échec du mouvement des marins-pêcheurs a été la démonstration de la volonté du gouvernement de poursuivre sa politique de mise en place de son économie en crise. Nous l'avons dit au moment où les bonzes syndicaux de la CGT « roulaient les étiquettes » en suppliant leur entourage de les retenir avant qu'ils ne fassent un malheur, et nous n'avions pas grand mérite.

Mais, il existe deux politiques syndicales qui proposent des revendications différentes. La première, c'est la politique à grand spectacle, nourrie de politique politicienne, faite de coups de gueule à la télé et de défilés sans lendemain, qui peut être freinée par la crainte ou accélérée par l'ambition d'un clan politique. L'autre, c'est la politique locale à l'échelon de l'entreprise ou du bureau, dont la revendication est salariale, et se propose d'améliorer les conditions de travail du personnel; celle-ci, si elle ne fait pas la une des quotidiens, de la radio ou

payés, si il est obligé d'améliorer les conditions de travail, il le fait par bonté d'âme! En dehors du cocorico poussé par les directions, c'est ce travail obscur de tous les instants qui, dans cette période difficile, limite les dégâts.

On a trop l'habitude de voir l'action du syndicalisme à travers les déclarations des dirigeants nationaux, en oubliant l'action qui se fait à la base et qui est primordiale. Beaucoup de revendications, devenues nationales et sanctifiées par le législateur, ont d'abord été imposées dans quelques entreprises, avant de s'étendre comme une tache d'encre. Et c'est à partir de ce travail de la base qu'on peut apprécier l'efficacité de l'organisation syndicale, son utilité pour la défense des revendications.

Le repos hebdomadaire qui vient de se terminer a été, comme toutes les fins de semaine, l'occasion pour la politique d'essayer de s'introduire dans le mouvement syndical, pour le détourner de ses objectifs essentiels qui sont la lutte au sein de l'entreprise. On a vu Barre se plaindre amèrement de la faiblesse du patronat, devant l'action sur

président, et Manufrance risque bien de crever de cette politique inopportune.

L'action des travailleurs pour des revendications à la base, même si elle est moins spectaculaire que les démonstrations nationales, possède un contenu révolutionnaire certain, dans la mesure où la revendication est imposée par les besoins du personnel et non pas par les possibilités de l'entreprise, car à cet échelon, elle pose implicitement des problèmes de frais généraux donc de hiérarchies et des problèmes de gestion, donc d'auto-gestion! Et quelle que soit la volonté des politiciens de gauche d'exploiter à fond la carte syndicale, les directions syndicales sont obligées de suivre, voire de laisser faire, pour conserver leur influence dans les entreprises qui, contrairement à l'influence politique qui se mesure tous les quatre ans, doit se manifester à chaque instant pour que les directions syndicales conservent leur audience.

C'est dans l'entreprise que les travailleurs marqueront les points que la compromission politique leur fait perdre.

Maurice Joyeux

Un an de révolution sandiniste

Révolution et reconstruction

La poudrière centre-américaine semble, cette année, prête à exploser depuis le Salvador, en proie à une véritable guerre civile, et le Guatemala, où le regain de tensions politique et sociale a déjà fait quatre mille morts depuis le début de l'année, jusqu'à des pays moins agités mais tout aussi instables tels que le Honduras, le Costa-Rica et Panama, tous trois caractérisés par une crise économique et sociale doublée d'un regain d'opposition politique, c'est toute l'Amérique Centrale, qui menace d'échapper aux griffes de ses dictateurs et de son grand frère US.

Il y a plus d'un an, le 20 juillet, la chute du général Somoza au Nicaragua annonçait cette crise ouverte et généralisée. La révolution sandiniste fut et est encore le signal, l'exemple pour les révolutionnaires de l'Amérique centrale. En témoignent le nombre de volontaires de toute l'Amérique latine (dont les anarchistes n'étaient pas absents) qui vinrent se battre aux côtés des « Muchachos » du FSLN (1). C'est pourquoi, entre autre, il est intéressant de savoir où en est la révolution sandiniste un an après, car le Nicaragua trace la voie que suivront probablement les autres révolutions en Amérique centrale.

Lorsqu'en 1972, le FSLN lance son insurrection, peu de personnes pensent qu'il arrivera à venir à bout de la garde nationale, surarmée et surentraînée, seul soutien de la dictature somoziste; Somoza, lui-même chef de cette armée, ne bénéficie en réalité d'aucun soutien dans son pays. Son clan restreint, détenteur des deux tiers du potentiel économique nicaraguayen, intransigeant et sans aucun désir d'ouverture, est unanimement haï, tant par le peuple que par la bourgeoisie d'affaire. Cette unanimité anti-somoziste, base d'un vaste front uni d'opposition, va faciliter la tâche des guerilleros.

Le FSLN, fondé en 1961 par trois marxistes « dissidents » est le symbole de la lutte anti-Somoza et anti-US, mais, bien que prestigieuse, il n'en reste pas moins minoritaire et divisé. Cette situation du FSLN, trop faible pour vaincre seul, va l'amener non seulement à la réunification, mais également à la modération et à l'ouverture. Face à une garde nationale puissante, le FSLN avait besoin du soutien de toutes les forces du pays. Plus que la guérilla toujours plus combative, c'est l'unité de l'opposition, c'est l'action spontanée des masses, les grèves générales, les insurrections (Esteli, avril 79, Managua, juillet 79) et surtout la formidable capacité d'organisation du peuple nicaraguayen (comités de défense civile, comités de quartier...) qui permettent, non seulement la victoire militaire, mais également la prise en charge rapide du pays par les insurgés (défense, ravitaillement, soins...).

Très vite, un nouvel Etat s'établit sur les ruines de la dictature somoziste. Représenté essentiellement par la junte du gouvernement, le nouveau pouvoir adopte une orientation ouverte et modérée. Le FSLN, acceptant l'entrée, dans cette junte, de deux personnalités modérées (sur cinq membres), T. Bage, leader historique du front et ministre de l'Intérieur, appelle lui-même à « rompre les dogmes ». Le pragmatisme dont fait preuve le nouveau régime est, sans doute, une de ses principales qualités. C'est ce même T. Bage qui évoque la « splendide, incoercible et tragique anarchie des masses insur-

gées ». En effet, plus que le gouvernement, c'est le peuple qui reprend en main les affaires du pays. Les divers comités organisent la défense, les soins, le ravitaillement, le contrôle des prix, la remise en marche de l'économie, la coordination... Dès la victoire, les terres et les logements furent saisis par le peuple, devantant et dépassant ainsi les mesures gouvernementales. Cette spontanéité et cette capacité d'organisation entraînent l'application des principes libertaires, communs à toutes les révolutions : autogestion, organisation de bas en haut, fédéralisme...

Le refus du culte de la personnalité ou du parti, autre caractéristique de cette révolution, a atteint même les classes dirigeantes. Certains verront dans ce refus délibéré de la personnalisation, une nouvelle preuve du haut degré de culture politique des dirigeants sandinistes... les autres, une séquelle parmi d'autres d'une sorte d'anarcho-christianisme émotionnel et populiste, déclare R. Debray dans le Monde diplomatique de septembre 1979.

Depuis l'accession des révolutionnaires au pouvoir, plus d'un an a passé, marqué par la grande « reconstruction nationale ». En effet, la guerre a laissé le pays exsangue : 50 000 morts, 750 000 sans abri, 1 000 000 de personnes menacées par la famine (2). Le Nicaragua n'est plus qu'un pays détruit et à reconstruire : la production agricole a baissé de 50%, le potentiel de production est détruit à 60%. La guerre a coûté au Nicaragua 1 200 000 de dollars. Presque sans aide internationale et avec une dette extérieure de 2 500 000 dollars, le Nicaragua doit se relever de ses ruines. C'est cette tâche de reconstruction qui pousse les dirigeants du FSLN à poursuivre leur politique d'ouverture envers les autres courants politiques et les régimes de tout bord.

Le pouvoir a pris des mesures diverses, souvent la confirmation ou l'infirmité des réalités populaires : ainsi sont confisquées les propriétés de Somoza, sont nationalisées les banques, les compagnies d'assurance et les mines, et est mise en place une réforme agraire (3) donnant naissance à un collectivisme agricole tristement réputé dans d'autres pays. En même temps, la propriété privée et le capitalisme sont protégés par le gouvernement. C'est ainsi qu'actuellement encore il y a, au Nicaragua, des propriétés de plusieurs milliers d'hectares.

Actuellement, le Nicaragua semble s'orienter vers une économie mixte. La nationalisation des propriétés de Somoza a d'ores et déjà créé un important secteur d'Etat, encore renforcé par la nationalisation des banques et des entreprises financières. Une place est cependant laissée à la propriété privée et au secteur coo-

opératif (J.C. Buhner, Bilan économique et social, 1980). Ecartelé entre le capitalisme d'Etat et le capitalisme privé, le gouvernement n'a, en tout cas, pas laissé le peuple prendre ses affaires en main : les terres saisies sont restituées, les comités d'usine sont dissouts.

Pierre LOUIS (Grenoble)

(1) FSLN : Front sandiniste de Libération nationale.

(2) Sur environ 2 300 000 habitants.

(3) Cette réforme agraire est moins radicale que celle mise en place par la junte salvadorienne, régime fasciste et capitaliste par excellence.



informations internationales



Boycott aux élections syndicales

LES régimes, tant démocratiques que totalitaires, veulent cacher sous des apparences d'égalité leurs indicibles aberrations gouvernementales. Et la pire des choses, c'est que les centrales ouvrières réformistes les aident, pratiquant la politique du double jeu entre le capital et le travail, entre l'Etat et le peuple.

Toute élection menée à terme en marge de l'assemblée ouverte qu'est le syndicat autogestionnaire, représente une fraude et une escroquerie. La classe ouvrière ne doit pas se laisser avoir par ses ennemis séculaires et au moins admettre la trahison de ses prétendus défenseurs de classe. Aucun travailleur (se) conscient ne doit forger les propres chaînes de son esclavage. Personne ne doit se soumettre, pieds et poings liés, à celui qui cherche sa perte. Si tu ne veux pas être détruit aujourd'hui, et vaincu demain, ne vote pas. Voter c'est abdiquer. Se soumettre aux élections syndicales c'est s'asservir. En votant, les travailleurs n'ensemencent pas leurs champs d'émancipation. Durant les quarante années de verticalisme franquiste, les travailleurs furent aussi appelés aux urnes de l'infamie nationale.

De nouveau, l'Etat et le patronat tendent à juguler l'authenticité syndicalisme révolutionnaire, libre et émancipateur, défendu et aidé par l'Organisation mère des producteurs : CNT. L'anarcho-syndicaliste militant ne passe pas d'accord avec les exploiters. Il sait par expérience que les revendications ouvrières ne s'obtiennent pas en votant, mais en les arrachant aux détenteurs des capitaux et oppresseurs. Et puis, les ouvriers ne doivent pas vendre l'arme qu'ils ont entre leurs mains pour obtenir leurs droits : l'action directe et révolutionnaire. Que, dans cette nouvelle comédie, personne ne se laisse manipuler. Ouvrière et/ou ouvrier : ne consent pas à ce qu'on te traite comme une bête de somme à char d'usurpateurs des biens laborieux. Une personne responsable de ses actes ne doit pas se transformer en mouton de Panurge allant

vers sa perte et entraînant derrière elle la masse inconsciente et léthargique. La capital, frère travailleur, cherche ton vote, comme un vampire nécessite le sang d'un être innocent. Ne met pas le cou entre des mains qui manient le couteau en cherchant la meilleure manière de t'égorger.

Des élections manipulées par le gouvernement, financées par la bourgeoisie et truquées par la démagogie des leaders syndicaux ne sont rien d'autre qu'une fraude du travail, escroquerie syndicale de basse qualité.

Il y a des pactes que nous refusons, conventions qui ne conviennent pas et des statuts qui assujettissent plus qu'ils n'affranchissent. Le statut tant vanté du travailleur, fut une infamie flagrante cachée aux ouvriers. C'est comme cela qu'ils réussissent à violer leurs droits. Que penser du scandaleux Accord-Marco? Rien d'autre que c'est une honte, une ignominie sans précédent dans les annales des travailleurs d'Espagne.

Les pactes étatiques ont démoralisé et endormi les ouvriers dans le monde du travail : ils cherchent à casser les reins aux organisations syndicales, propageant la confusion qui désagrège, le doute qui paralyse les actions, et le manque de confiance qui finit par désarticuler les forces du travail et du progrès social.

Il faut faire du travail émancipateur dans la voie de l'action directe irréductible. Tout sauf être assujéti et avili. Il est nécessaire de fortifier les syndicats pour qu'ils soient l'avant-garde révolutionnaire des personnes spoliées et soumises.

Travailleurs : ne délèguez pas vos pouvoirs aux ennemis de classe ou à ceux qui trahissent votre noble et créatrice condition. Il faut chasser toute ingérence « étrangère » et ne pas laisser croître la zizanie de la division, entraînant l'abandon et l'assujettissement qui abaissent.

La CNT vous appelle à l'appui du boycott des élections syndicales.

Tiré de *Solidaridad Obrera*, 1^{re} quinzaine d'octobre 1980.

U.S.A.

Un comité des travailleurs de l'Education s'est formé à Grand Rapids, dans le but d'œuvrer, avec les différentes associations des travailleurs de l'Education, pour renforcer, durcir les négociations au niveau local, et pour replacer les problèmes de l'Education au sein même des problèmes sociaux américains. Au niveau local, ce comité vise à l'union générale de tous les travailleurs pouvant être considérés comme faisant partie de l'Education, de près ou de loin : professeurs, femmes de ménage des collèges, secrétaires, chauffeurs de bus, etc.

A un niveau plus général, ce comité a la volonté de ne pas marginaliser les luttes de l'Education par rapport à la communauté des travailleurs. Le comité édite un bulletin et l'imprime dans un local d'IWW, mais ne dépend en aucune façon d'IWW. Adresse : Industrial Union Causus in Education; P.O. Box 1564, Grand Rapids, Michigan 49501, USA.

Tiré de *Industrial Worker*, numéro de septembre-octobre 80.

Depuis 1973, les femmes peuvent travailler dans les mines américaines. Leur nombre va croissant et à présent, 12% des mineurs qui débutent dans la profession sont des femmes. La plupart d'entre elles travaille dans les Etats de Pennsylvanie, de Virginie et du Kentucky. Ces femmes sont essentiellement motivées par les salaires relativement élevés par rapport à ceux des emplois qui leur sont traditionnellement réservés. L'influence quasi-mythique de la mine dans ces régions, où la famille y est attachée depuis plusieurs générations, joue aussi sur la femme qui, y travaillant, se sent ainsi vraiment de la communauté minière.

Les femmes se heurtent à de multiples problèmes : salaires moins élevés que ceux des hommes; sexisme; agressions sexuelles; condamnation aux « petits travaux » où aucune promotion n'est à espérer.

A la fin du printemps dernier, se tint une réunion entre syndicalistes, associations humanitaires et femmes-mineurs. Les conventions collectives, les salaires, le sexisme, furent parmi les sujets abordés. Des cours techniques ont été créés qui s'adressent aux femmes, afin qu'elles puissent accéder à des postes diversifiés. Il est très intéressant de constater que les femmes sont proportionnellement beaucoup plus actives que les hommes au niveau des syndicats. A la 48^e convention de l'UMWA (Union des Mineurs américains), neuf femmes étaient déléguées.

Un Palestinien âgé de 20 ans, Ziad Abu Ein, est emprisonné depuis plus d'un an à Chicago. Il est à présent menacé d'extradition sur une requête israélienne. Il est accusé d'avoir causé la mort de deux personnes et d'en avoir blessées plusieurs autres, lors de l'explosion de la bombe en mai 1979 à Tiberias (zone occupée par Israël). Ziad Abu Ein a été arrêté en août 1979 par le FBI alors qu'il était venu aux Etats-Unis rendre visite à sa sœur. Depuis, il est emprisonné.

Les preuves israéliennes : une déclaration écrite en hébreu d'un ami d'Abu Ein, un dénommé Yassin, qui mentionnait qu'il lui avait procuré la bombe et donné des instructions; le témoignage du cousin d'Abu Ein qui déclare avoir remis un message de Yassin à son cousin (message dont le contenu est ignoré).

La Cour de Chicago jugea ces preuves insuffisantes et ordonna qu'il soit extradé en Israël pour y être jugé. La Cour omit seulement de considérer les faits suivants : Yassin ne parle pas l'hébreu, il n'a donc pas pu écrire cette « confession » par lui-même; la défense possède deux déclarations de Yassin en arabe dans lesquelles il se rétracte; il est de notoriété publique qu'en Israël on utilise quotidiennement la torture dans les centres d'interrogatoire, et que l'on bâcle les procès des résistants palestiniens. Des enquêtes officielles l'ont maintes et maintes fois prouvé; la défense est en mesure de citer plusieurs témoins qui peuvent affirmer que Ziad Abu Ein était à Ramallah le jour de l'attentat, et qu'il a (entre autres choses) emmené sa belle-sœur enceinte à l'hôpital et fêté la naissance de son neveu avec les médecins.

Il paraît bien évident que l'affaire est « prise en charge en haut lieu », qu'Abu Ein n'est qu'une victime de plus de tractations diplomatiques (américano-israéliennes en l'occurrence), et que nulle justice n'est prophète lorsque les intérêts sont placés si haut.

La défense a fait appel, mais le comité de soutien qui s'est constitué voudrait lancer en plus, un mouvement de protestation publique.

iran

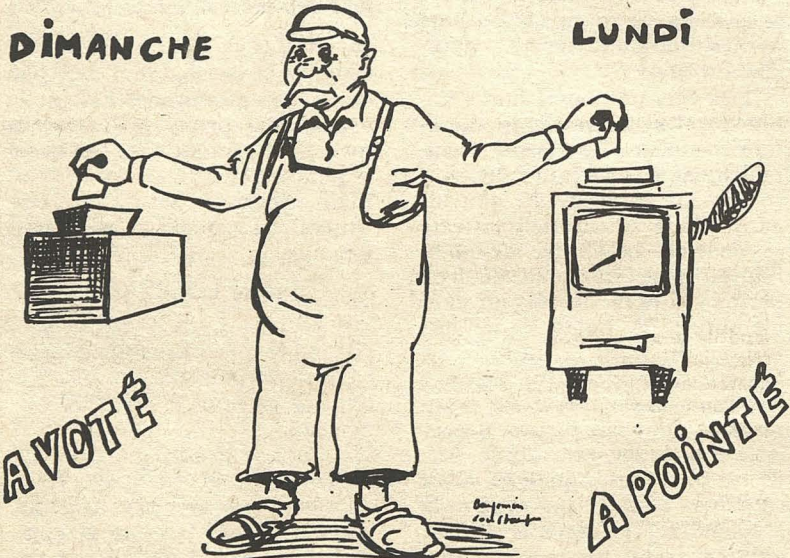
La guerre récente entre l'Iran et l'Irak n'est ni la première, ni la dernière guerre. Tant que les peuples opprimés et exploités resteront un instrument dans les mains des gouverneurs, des hommes de pouvoir et des capitalistes, la guerre, les affrontements sanglants et la destruction leur seront imposés. Ce n'est pas la première fois que les masses laborieuses et opprimées sont envoyées à la guerre sans qu'elles soient conscientes

de ses causes réelles. Par la force des baïonnettes ou avec de bonnes intentions, elles se rendent à l'abattoir pour garantir et consolider la puissance et le pouvoir des gouverneurs, la consolidation du pouvoir d'un Etat et d'un régime dont les mains étaient tachées de sang de ces mêmes ouvriers, paysans, étudiants et minorités ethniques au moment de la paix. Le développement accru des contradictions de classes, la crise économique et sociale ont créé un tel ébranlement au sein du gouvernement islamique que l'équipe gouvernementale voit, dans le recours à une guerre en dehors des frontières, la seule issue à la crise et à la préservation de son règne. Profitant de cette occasion, le gouvernement islamique veut masquer les contradictions et les conflits de classes à l'intérieur du pays et dévier le mouvement social, en essayant, d'une part, de faire régner un climat de terreur, d'intimidation et de peur, de présenter les opposants et les forces combattives et révolutionnaires comme complices de l'ennemi, et, d'autre part, en renforçant le climat de guerre et de militarisation afin de faire fonctionner les rouages économique-administratifs du pays, sous la discipline policière et militaire.

Les peuples opprimés d'Iran et d'Irak doivent savoir qu'ils n'ont aucun intérêt dans cette guerre et tuerie. Ils doivent trouver les voies existantes pour le bien direct et l'entente entre eux, le plus rapidement possible, et tourner leurs armes vers leurs Etats exploiters, agresseurs et assoiffés de pouvoir. Pour atteindre cet objectif, ils doivent utiliser toutes leurs capacités et empêcher rigoureusement toute sorte d'agressions de leur propre armée ou de l'armée mercenaire opposée. Ils doivent le plus tôt possible créer des comités et des groupes populaires dans les villes et les villages des régions frontalières et, en prenant en main la force des armes et la force de décision, contre le pouvoir et l'initiative de l'armée et de ses commandants mercenaires. Les forces armées révolutionnaires et populaires d'Iran doivent, tout en empêchant l'agression de l'armée mercenaire, tenter de favoriser la paix et l'entente avec la masse laborieuse d'Irak, et essayer encore une fois d'anéantir l'organisation de l'armée impériale et préparer le terrain pour l'expropriation de la clique gouvernementale, de tous les capitalistes féodaux et hommes de pouvoir, afin de contribuer à une nouvelle révolution.

Vive la révolution sociale en Iran!

Groupe libertaire de Téhéran
Supplément à « Nafarman », publication anarchiste d'expression persane; 3, rue Ternaux, 75011 Paris.



BERNARD LAVILLIERS

Bernard Lavilliers au gala du Monde Libertaire : tous les anars, sympathisants et amis s'en sont frottés les mains de plaisir. Et faut dire qu'ils sont légions. Car le personnage, à la force de son talent — qui est immense — a réussi à devenir un grand chanteur populaire en débordant largement le fief d'une certaine marginalité. *O Gringo*, son dernier double album, est entré dans les HLM comme il le souhaitait, avec l'espoir que le regard des mépris que nous sommes lorgnera par delà nos frontières.

Sa musique, exceptionnelle de richesse, de densité, de couleur, de rythme, est une savante invitation au mouvement, partout où on peut l'entendre. Et, contrairement à ce qu'en pensent certains plus ou moins bloqués, ce n'est pas être démagogique d'essayer de faire bouger les gens, les faire danser, les débloquent. Le mouvement est indispensable pour vibrer avec certaines musiques.

La scène est son domaine. Il l'occupe avec une présence énorme, comme sa stature et son souffle. La recherche de communication dans son spectacle, où le son et les mots spontanément transportent le public, en dit long sur ses intentions de faire « passer le jus ». Illico, l'osmose se fait. Et ce, excusez du peu, pendant le laps de temps des deux heures trente. Avec, ce qui ne gêne rien pour la technique, un son généralement très soigné et une diction que beaucoup pourraient lui envier et qui sont un régal pour l'oreille. C'est important de le souligner.

Si la musique, chez Lavilliers, est un critère de valeur de la plus grande importance, il faut bien reconnaître que ses textes édifient son œuvre. Car, comme l'a dit l'interprète de *Plus dure sera la chute* : « si je pouvais, de par mes écrits, apporter quelque chose de concret pour un monde libre et meilleur à des gens qui ignoreraient que j'en fusse l'auteur, ce serait déjà pas si mal ». Mine de rien, ça situe le monsieur. Et, dans ce sens, les exhortations ne manquent pas : *N'appartiens jamais à Personne, Bats-toi, Ecoute*, pour ne citer que les principales.

Lavilliers le boulingueur, le fabuleux comédien en vitrine, chante depuis douze ans environ. De soixante-huit, il préfère ne pas en parler, car ce fut pour beaucoup d'entre nous une grande désillusion. Il n'en a pas gardé une image d'ancien combattant pour autant. Pas du tout le genre. Avec lui, la remise en question est permanente. Jusqu'à l'année dernière, ou guère plus avant, les media condescendants à reconnaître son existence. On l'entendait assez souvent sur FIP, mais rarement ailleurs. Ça vous stigmatise une station, ce boycottage forcé. Pensez comme l'auteur d'*Utopia* dérangeait. Il malmène le pouvoir et ses institutions charognardes, jette le discrédit sur les valeurs bourgeoises en les tournant en dérision, assène des coups précis à la petite Gauche qui trimballe au cul

la trouille d'une véritable révolution. Lavilliers utilise la révolte parce que c'est un révolté. Pas de quoi se triturer la matière grise en vaines supputations... les textes sont là, tout fumants. Son langage de la révolte est essentiellement celui de la réflexion et de la nécessité d'agir. Cela ne se fait pas sans violence, n'ayons pas peur du mot. L'utopie de bazar est chez les mous ou les dissimulants. La sienne, comme la nôtre, ne fait que répondre, ou mieux se préserver de ceux qui la fomentent dans une finalité bien précise : l'exploitation des uns pour l'obtention de privilèges pour les autres. Son propos, c'est le refus de la soumission (beurkl), du ronron, de la frustration imposée, de l'opposition objective comme remède soporifique. Il est surtout la détermination à combattre la peur. Et, ce qu'il a écrit sur la peur, revêt une source incomparable de lucidité et d'analyse, en une trentaine de lignes qui en font un joyau des plus précieux. En voici un échantillon dans ce remarquable quatrain : *La peur c'est le corbeau penché sur le devoir / c'est du papier monnaie contre du désespoir / c'est de la dérision face à la misère noire / c'est depuis le début le chant du pouvoir.*

Mais Lavilliers, c'est aussi une multitude d'ouvertures qui sont autant de réalités et de magie dans le contexte de son concert. Dans le cocktail qu'il nous offre à partager avec lui, il y a l'invite au voyage, poussée par le vent du grand large jusqu'à San Salvador. Ses chroniques comme *Fortaleza* (dont il rêve de faire un film ou *Sertao* qui met en lumière les partisans révolutionnaires (*Cançaceiros*) pour la libération du peuple. Le social-politique se taille une place de choix avec : *Les Barbares, Utopia, Big Brother, Fensch Vallée, La grande Marée* etc., imprégnées et intercalées dans une kyrielle de chansons très diverses sur une gamme de rythmes aussi variés. *La Salsa, Capoeira, Fauve d'Amazonie, Traffic, Pierrot la Came, la Samba, Ronguard pour le Reggae* ou le fameux *Stand the Ghetto* sont déjà des morceaux d'anthologie. Pour légitimer cette communication du mouvement, il nous adresse un tout autre feeling, celui de la tendresse; et ça donne de superbes chansons d'amour comme *Attention fragile, O Gringo, L'Amour et la Mort, La Danseuse du Sud ou Berceuse pour une Shootée*. La mise en exergue de textes chantés : *Est-ce ainsi que les Hommes vivent*, d'Aragon, et *Marizibill*, d'Apollinaire, ou dits : *Je voudrais pas crever*, de Vian, apporte à la fin du spectacle une sorte d'alliage de la poésie, celle de Lavilliers d'abord, et de sa musique. Le dosage étudié et généreux du spectacle secoue les tripes de son créateur, mais aussi celles de son acolyte préféré : toi, dans la salle.

Un sympathisant : Jean-Olivier NEAU

LES JUMELLES

Depuis deux ans, elles poursuivent une carrière exemplaire de comédiennes. Au début, le ML avait pressenti, avec leur premier spectacle *Soigne tes Ecchymoses Gervaises*, une trajectoire intéressante. Avec leur deuxième, *Du Sang sur le skai*, c'était là confirmation. En ce moment, elles présentent *Paris-Paris* qui est la somme, la finition de cette période de deux ans.

Elles n'ont pas choisi le chemin facile pour faire rire et réfléchir. si l'« enveloppe » de leur spectacles est volontairement pleine de clinquant et de stress, la « lettre » est beaucoup plus sérieuse. Par exemple, dans *Paris-Paris* — qui est une vision méchante sur le Paris-touriste —, la scène où l'on voit les deux danseuses du Moulin Rouge (avec plume au derrière comme il se doit),

finir matraquées dans une manif. Ou, comme dans le jeu débile des ballons à gonfler sur scène par deux clients, une petite phase sur les excisions d'adolescentes, coïncée dans le baratin vulgaire de la meneuse de revue.

Les Jumelles font irrésistiblement penser à deux petites filles bien sages qui, chantant dans la chorale des enfants de Marie, glisseraient violemment sur un couplet anticlérical. Et bien sûr, avec un sourire angélique.

Cette façon de faire passer est différente de celle pratiquée habituellement au café-théâtre. Elle n'en est pas moins d'une efficacité redoutable.

Au théâtre d'Edgar à 21 h, boulevard Edgar Quinet. Réduction sur présentation du journal.

JULIEN

Le Coin des Copains

- Théophile sera jusqu'au 2 décembre à 21 h 30 à l'Echaudoir, 9 avenue Corentin Carion, sauf dimanche et lundi.
- Jean-Luc Debattise sera pour un gala unique au cinéma Saint Lambert, 16, rue Peclat, Paris 15^e; un one man's show à 21 h, le mardi 21 octobre. Prix : 15 francs.
- Alain Scoff et Jean-Paul Sèvres sont toujours aux Blancs-Manteaux (rue des Blancs Manteaux, à Paris) à 22 h 30 pour leur spectacle : *Et ça vous fait rire ?*

J.J. JULIEN

DE-CI... DE-LA...

Comme précédemment annoncé, voici des extraits de l'entretien que nous avons eu avec DAN AR BRAS. Enthousiaste, passionné même, comme Santangeli et Blet ses deux musiciens, Dan nous a livré ses espoirs, ses désirs, un peu de son histoire aussi.

ML : on ne voudrait pas trop t'ennuyer avec des questions-clichés, mais la Bretagne... Stivell dont tu fus le guitariste...
Dan : Mais on ne peut pas ne pas en parler! Si je suis ce que je peux être actuellement, je le dois à mes sources, à Stivell aussi, qui a été plus qu'une étape dans le « renouveau breton ». Il est hors de question pour moi de m'éloigner de mes origines — bien au contraire —, même si je fais une musique « moderne »...

ML : justement, c'est un bien curieux mariage entre la « celtitude » et le rock, ce que tu fais, non?

Dan : c'est ce que beaucoup de gens ne comprennent pas. Ce n'est pas un hasard si je débute mon concert par « So closed to my roots », car je n'ai effectivement jamais été « Si près de mes racines », même si je le chante en anglais. J'ai longtemps travaillé dans les pays anglo-saxons, et je ne sais pas faire des textes en français adaptés à ma musique! Ce n'est d'ailleurs pas un problème, en ce qui me concerne, que le choix de la langue. J'ai commencé, en musique, par faire du rock. C'était l'époque, et c'est toujours bigrement bon! Je veux continuer à en faire, donc retourner à mes origines, sans ignorer tout ce que j'ai pu vivre depuis, c'est-à-dire la musique celtique.

ML : il n'y a pas incompatibilité?

Dan : je ne suis pas militant, à proprement parler, et pourtant ce que je crois, moi, et c'est mon combat, c'est que par la musique, il y a une ouverture à faire et à donner à la culture bretonne. Je suis compris aussi bien lorsque je chante à l'étranger que lorsque je le fais en Bretagne, ceci est pour moi révélateur; et je voudrais, par ce biais, essayer d'éviter que mon pays, la Bretagne, à force de vouloir s'autosuffire, n'étouffe. Ce que je constate avec amertume, c'est que les galas bretonnants réunissent toujours les mêmes personnes, et il serait bon d'ouvrir le cercle. Telle est ma démarche.

• Dan, Michel et Blet sont encore à la Cour des Miracles (23 ave du Maine, Paris 15^e) à 20 h 15 jusqu'au 25 octobre. Une tournée est programmée pour le mois prochain : le 18 à Compiègne (centre culturel) à 21 h, le 21 à Pontivy (salle municipale), le 22 à Douarnenez, le 27 à Brest (au PAC), les 28 et 29 à Plouneour-Trez. Allez les voir de notre part, ils sont pas fiers, et sensibles à la chaleur.

• ET ENCORE : — au Théâtre moderne (15 rue Blanche, Paris 9^e) à 20 h 30 jusqu'au 10 novembre GRUGRU II, de et par Henry Grubman, un étonnant spectacle plein de tendresse.

— Au Café d'Edgar (58 boulevard Edgar Quinet, Paris 14^e) *Bruant Super Star* (Nicole Garnier, Alain Bert et Michel Grange), ou Bruant en toute franchise. Joyeux et drôle divertissement! A 22 h 15.

— A la Gaîté-Montparnasse (26 rue de la Gaîté, Paris 14^e). Les BATELEURS 2 000 ne nous ont pas déçus avec leur *Hirondelle en Hiver*, de J.J. Varoujean, d'après un conte d'Oscar Wilde. Pour enfants de six à douze ans. On a interrogé nos jeunes compagnes et compagnons, ils ont a-d-o-r-é! (Nous aussi, on a vu et bien aimé, surtout que pour une fois, outre les mercredis, on peut y aller les samedis et dimanches à 14 h 30).

• DERNIERE MINUTE : toujours à la Gaîté, Mama Béa annule son concert qui était prévu jusqu'au 26.

G.C.

L'ALBUM-SOUVENIR DE BUENAVENTURA DURRUTI (1896-1936)

Textes : Yves FRÉMION - Illustrations : Guillaume KEYNIA & VOLNY

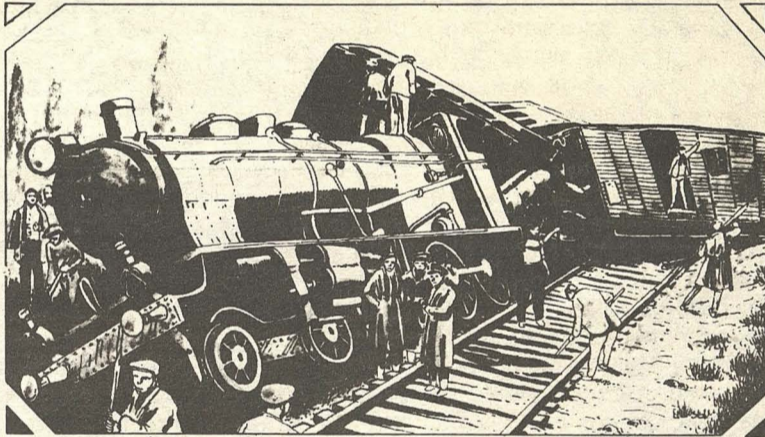


La bande dessinée que nous allons passer pendant quelques semaines dans ces colonnes est extraite du livre de Yves Frémion et de Volny, avec l'occurrence, la participation de Guillaume Kénia *

Elle a le mérite de retracer la vie de Buenaventura Durruti, anarchiste espagnol bien connu dans nos milieux.

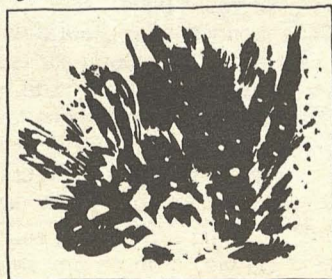
Néanmoins, si cette BD évoque surtout les épisodes spectaculaires de la vie de Durruti et de ses compagnons, il ne faudrait pas oublier qu'il a aussi passé la plus grande partie de sa vie à organiser des communes rurales et des syndicats.

* « Les orgasmes de l'Histoire » ou « 3 000 ans d'insurrections spontanées ». Edition Ponte Mirone, en vente à la librairie Publico (prix annoncé la semaine prochaine).



① 1917: Vire du syndicat des cheminots. Le sabotage de l'effraie.

② 1919-1924: Époque des Pistoles. Avec des camarades, participe aux attentats nombreux de l'époque. Créent le Solidarios avec Gregorio Jover, Francisco Alcaro, S. Garcia Oliver, G. Viana, A. Ortiz, Ricardo Sanz, etc....



③ 1923: Alcaro et d'autres abattent le Cardinal Soldevila à Saragossa, finaux de syndicats jaunes, qui tire son argent de maisons de jeux et boîtes de jeux.

④ Invoque le braquage de banques pour motifs politiques. Fonde avec l'argent une école libre à la Corogne



En avant vers de nouvelles aventures :

Dix Années de luttes populaires en bande dessinée : 1970-1980

par Cabu, Chesnaux et Soulié

En vente à Publico : 45 F

BREAKING GLASS

A conseiller à tous les amateurs de films musicaux, *Breaking Glass* est une critique sans complaisance du show-biz rock. Tiré de la zone des pubs punks de la banlieue londonienne, un groupe « marginal », *Breaking Glass*, devient célèbre. Derrière cette réussite, due aux magouilles des requins véreux d'une maison de disques, se cache la décomposition progressive des musiciens. Sur fond de tension sociale, de montée répressive (flicage quotidien) et fasciste (National Front) *Breaking Glass* représente pour la jeunesse londonienne, une contestation de l'Etat et de la société en général. Grisés par le succès, drogués plus ou moins volontairement, les musiciens oublieront l'idéal anti-raciste et anti-fasciste qui animait leurs débuts, à mesure qu'ils grimperont au Hit Parade. Critique du show-biz, critique de la mode punk et new wave, ce film n'est pas sans rappeler l'excellent film de Brian de Palma : *Phantom of the Paradise*. A souligner, la musique et les textes de Hazell O' Connor, qui sont pour le moins remarquables. Un très bon film donc!

groupe Camillo Bernéri

CRISE ET COMPORTEMENTS SOCIAUX

La crise de 1973 a clos une période; tout le monde semble s'accorder là-dessus. Mais, l'augmentation des prix pétroliers, plutôt que de marquer une cassure nette, n'a fait que révéler au grand jour une crise latente depuis déjà plusieurs années d'une situation qui allait rapidement en se dégradant.

Actuellement, le capitalisme n'est plus en mesure de garantir le niveau de vie sur lequel s'était fondée la politique de paix sociale des années 50-60. Le dépassement de la crise l'oblige à réaliser des restructurations sectorielles de son appareil productif qui se révèlent, dans certains cas, douloureuses. L'effort d'adéquation du capitalisme français au nouvel environnement international passe par une politique de forte mobilité du marché du travail, qui se traduit par une plus grande précarité, non seulement de l'emploi, mais aussi de tout ce qu'il est convenu d'appeler « les conquêtes sociales de la classe ouvrière ».

Cependant, le consensus social ne paraît pas être véritablement ébranlé. Les mécanismes de compensation mis en place par les pouvoirs publics se montrent, pour l'instant, des facteurs très efficaces de compensation du climat social. La crise n'a pas encore profondément affecté l'ensemble des Français et c'est autour des capacités du système à intégrer ses conflits que se joue l'issue de la crise.

Mille neuf cent soixante-treize a été une date-chamère. En effet, c'est la dernière année que les taux de croissance des économies occidentales, dans leur ensemble, ont été comparables à ceux des autres années de l'après-guerre. Depuis, les économies occidentales semblent s'être enlisées dans une crise de structure de leur modèle de croissance qu'elles n'arrivent pas à surmonter. Mille neuf cent soixante-treize a clos aussi une période : celle de la croyance dans une croissance illimitée et bon marché qui devait permettre à des couches toujours plus importantes des classes « défavorisées » d'atteindre des niveaux de revenus et de mode de vie comparables à ceux des classes « aisées ».

Bien-être et consensus

Le consensus autour duquel s'était bâtie tout une idéologie de paix sociale et de recherche de bien-être individuel, trouvait sa justification dans une croissance rapide et continue fondée sur une politique d'investissements très dynamique dont l'Etat se faisait le gérant et le garant. Une fois le fait reconnu que tout travailleur était en même temps un consommateur, pour que la machine tourne (consomme) sans à-coups, il fallait associer le travailleur à la production elle-même. Rendre l'ouvrier solidaire de son patron en le responsabilisant et en lui assurant la participation (soit-elle symbolique) aux fruits et à la gestion de l'entreprise. En échange de la paix sociale ainsi obtenue, les pouvoirs publics s'engageaient à améliorer sans cesse leurs conditions de travail et de vie. Le consensus sur les valeurs de travail et de démocratie permettait d'assigner un bonus aux ouvriers sages qui se traduirait par une promesse de réduction progressive des inégalités sociales.

La généralisation de la consommation de masse d'un mode de vie standardisé, imposé d'en haut, n'en était pas moins perçu comme un indice révélateur de bien-être social chiffrable en taux de Produit intérieur brut (PIB) par tête d'habitants. Peu importait alors si les inégalités absolues ou relatives avaient baissé ou non; au point que quelque impudent a pu même parler de « fin des idéologies », en indiquant par là que ce modèle américain (à la fois de production et de consommation) était le modèle « normal », pour tout pays passant d'un stade pré-industriel à celui d'un régime d'abondance. Un Kennedy luttant contre la pauvreté et les bom-

bes du Viet-Nam étaient les deux faces nullement contradictoires d'une « plus grande démocratie » dont on nous louait les bienfaits.

Les voix discordantes du consensus généralisé, la découverte de la « pauvreté dans les pays riches », ou bien de la dégradation de l'environnement social ou écologique (pollution) étaient considérées comme les « frais de la croissance ». Déchets inévitables d'un progrès qui, en s'imposant, les auraient rendus de plus en plus aléatoires ou alors contre-partie nécessaire d'un bien-être généralisé. Bien-être et consensus devaient permettre ainsi à la société de résorber les conflits que des inégalités trop criantes avaient engendrés. L'enjeu des débats autour de l'embourgeoisement de la classe ouvrière visait la capacité même de lutte de la classe ouvrière et son caractère réfractaire à la pénétration de la société globale.

Ce débat qui, pendant un moment, a pu paraître plausible, a vite perdu sa raison d'être. La démocratisation de la société s'est montrée plus apparente que réelle; la mobilité sociale ascendante des individus des classes défavorisées est restée très aléatoire ainsi que la démocratisation de l'enseignement qui, dans la plupart des cas, est apparue comme une « promesse trahie ». D'où un état de malaise croissant engendré par le décalage entre attentes et situation, réelle, actuelle.

La crise actuelle, sur ce plan, n'a fait qu'amplifier des raisons d'insatisfaction diffuse qui concernent un nombre toujours plus important de déclassés, insatisfaction qui trouvent ses racines profondes dans des mythes de promotion sociale insouviés. La politique des hauts salaires et des conquêtes sociales a eu, cependant, des effets directs sur la manière de se situer, pour certaines couches plus particulièrement avantagées, dans l'espace social.

Si une politique du revenu ne remet pas fondamentalement en cause l'appartenance objective à une classe sociale, que ce soit à propos de la nature des revenus, la position hiérarchique occupée dans l'échelle des compétences et des fonctions, ou bien la reproduction de ces mêmes classes, il n'existe pas moins un lien direct entre niveau de revenu, mode de vie et conscience subjective de classe, qu'il s'agisse d'une conscience de classe à proprement parler ou d'un sentiment d'appartenance à un groupe de référence. A long terme, le niveau de revenu par le mode de vie qu'il permet de mener finit par primer sur la nature des revenus perçus, tout du moins en ce qui concerne la position relative dans la hiérarchie sociale dans laquelle se situe l'individu.

C'est à travers la recherche d'un mode de vie, d'un emploi respectables en tant que signes extérieurs de prestige social que s'est révélé « l'embourgeoisement de la classe ouvrière ». Le consensus se fondait donc sur l'assurance donnée par les pouvoirs publics de garder ou bien d'améliorer les possibilités de cette « recherche ».

Les effets de la crise

Depuis 1973, l'inflation et le chômage ont affecté les mécanismes idéologiques et structurels en remettant en cause deux des principaux acquis des années 50 et 60 : le niveau de vie et la stabilité de l'emploi. L'Etat et les patrons ne sont plus en mesure d'assurer ni la stabilité de l'emploi, ni le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs. Si l'inflation, contrairement à ce qu'on pourrait croire, a considérablement aidé l'économie française à fonctionner ces dernières années, elle n'en reste pas moins un mécanisme difficilement contrôlable à long terme. En même temps, se servant de la crise (qui affaiblit la capacité de résistance de la classe ouvrière), le patronat est en train d'opérer une vaste

opération de restructuration pour adapter son appareil productif aux nouvelles exigences de l'environnement international que les hausses du pétrole et la nouvelle division internationale du travail ont rendue nécessaire. Dans ce contexte, le chômage constitue de plus en plus une donnée structurelle de l'économie, qui passe par la recherche d'une mobilité accrue du marché du travail. Ainsi, on voit de plus en plus s'affirmer et se généraliser des formes de travail précaires, contractuelles ou au noir, qui rendent la frontière entre actifs et inactifs toujours plus imprécise. La mobilité du travail permet de réaliser une adéquation parfaite à chaque instant, entre besoin de main-d'œuvre et offres d'emploi pour « coller » à la conjoncture économique très instable, tout en rendant possible une compression des « coûts salariaux »; et, à moyen terme, de répondre aux impératifs techniques dus à l'automatisation croissante de la production.

Sur le plan social, on constate ainsi l'apparition de nouvelles couches de jeunes travailleurs « non garantis », pour qui le parapluie syndical se montre inefficace sinon hostile. Parallèlement, l'Etat met en place les infrastructures sociales et juridiques qui rendent, sinon acceptable, tout au moins possible la conduite de cette politique. Que ce soit les allocations de chômage (pour empêcher que le niveau de la demande ne descende pas en-dessous d'un seuil critique, entraînant une récession comme celle de 1929), ou des mesures qui visent directement à faciliter la restructuration par des mécanismes de reconversion, et cela, directement par le développement de « stages » ou cours de reconversion professionnelle (changement d'emploi en cours de carrière), mais aussi en amont, en branchant le marché des diplômés sur celui des emplois.

Vers un nouveau consensus ?

Il serait faux de conclure à une généralisation ou à une radicalisation du combat social, à partir d'indicateurs purement économiques. Les structures du système capitaliste font preuve d'une capacité d'adaptation qu'il y a encore quelques années on aurait eu du mal à admettre, même du côté patronal. Ainsi, non seulement toutes les cotes d'alerte ont été dépassées sans dommage apparent, mais les différents rouages du système ont fait de l'inflation et du développement du travail précaire, des moyens pour se consolider et se développer. Si cela est possible, c'est que la crise, malgré ses ravages sectoriels, n'a pas encore remis en question les avantages, en termes de bien-être matériel) acquis des deux dernières décennies.

La faible progression des revenus sur la période 73/80 et la stagnation, sinon la récession du pouvoir d'achat des salaires, a provoqué une baisse très nette de la consommation qui passe d'un accroissement annuel de 6% à 3,5%. La structure des dépenses des ménages reste cependant sensiblement la même. Ainsi, la baisse de la consommation s'est répercutée surtout sur des secteurs comme l'alimentation ou l'habillement dont la part relative dans les dépenses des ménages baissait régulièrement. Paradoxalement, ce sont les dépenses de prestige (les loisirs-vacances) ou de santé dont la part relative s'est le mieux gardée, y compris pour les salariés. Sans doute, une analyse de la crise suivant les différentes catégories socio-professionnelles ferait apparaître de très fortes disparités sectorielles. Ainsi, une même réduction du pouvoir d'achat des ménages n'aura pas (on s'en doute) les mêmes conséquences suivant le niveau du revenu. Ainsi, le mécontentement actuel chez des catégories sociales comme les cadres moyens ou les employés réside dans le caractère relatif de leur statut (qui se définit par rapport aux couches directement placées au-dessous et au-dessus

d'eux). Face à la crise, ils se montrent les plus réfractaires à renoncer à tout ce qui peut les différencier du mode de vie des autres salariés (vacances et aménagement de la maison...). Un ajustement de leur niveau de vie est, pour ces couches, en même temps, la perte de leur distinction sociale. Bien qu'un discours semblable puisse être tenu vis-à-vis des groupes sociaux défavorisés (notamment pour certaines franges de la classe ouvrière dont le mode de vie avoisine celui des « cols blancs »), il ne reste pas moins que pour ces ouvriers, des secteurs qui ont été les plus frappés par la crise (sidérurgie, textile, alimentation et bientôt automobile), la perte de bien-être social a été très importante.

Une des réussites patronales de cette décennie aura été celle de cloisonner les différents secteurs de l'économie en voie de restructuration. Le mécontentement social et les luttes parfois très dures qui ponctuent les différents secteurs qui, tour à tour, sont touchés par la crise, n'ont jamais débouchés sur une généralisation des luttes pour l'ensemble de l'économie. Ces luttes offensives (même quand elles ont adopté des moyens « illégaux ») n'ont jamais dépassé l'objectif du maintien de l'emploi. La crise, pour l'instant, loin d'avoir aiguisé les capacités de combat de la classe ouvrière en a plutôt montré les limites. Dans la mesure où la crise n'affecte pas en profondeur le niveau de vie considéré comme socialement nécessaire, la classe ouvrière est prête à accepter (comme c'est le cas actuellement) une réduction globale des salaires qui soit compatible avec des stratégies de consommation réduites, mais semblables aux anciennes. La crainte de perdre un emploi aidant, on va vers une nouvelle recomposition du consensus, d'un nouvel équilibre social caractérisé par une moindre capacité de résistance et de pouvoir contractuel des salariés.

Dénoncer le chantage de la crise

Si le développement ou non de formes de lutte de masse radicales (qui s'attaquent au système de production) est lié aux possibilités réelles d'adaptation qui sont offertes par ce nouveau contexte économique et social à la classe ouvrière, il nous paraît évident qu'il ne faut rien attendre d'une issue purement économique de la crise. Celle-ci est avant tout la résultante d'un rapport de forces. Le prix que les travailleurs auront à payer sera directement proportionnel à leur incapacité de contre la politique de l'Etat et du patronat. Les termes de la crise actuelle constituent un chantage qui, en échange d'un maintien relatif du niveau de consommation pour l'ensemble des salariés, les rend solidaires et consentants (malgré eux) de la restructuration de l'économie capitaliste.

Pour cela, il faut dénoncer le rôle mystificateur de la crise. A la fois chez les pouvoirs publics qui s'en servent pour imposer leurs conditions aux travailleurs, mais aussi chez les organisations de gauche qui se présentent ouvertement comme de meilleurs gestionnaires du régime capitaliste (plein emploi, réduction des inégalités, nationalisations, cogestion dans les entreprises). Rôle mystificateur, enfin, de la crise chez les groupuscules d'extrême-gauche pour qui la crise est un moyen commode de se prendre au sérieux. Dans tous les cas, masqué sous des politiques divergentes, l'objectif reste le même : la sauvegarde du système actuel.

Le refus du chantage de la crise ne peut passer que par une attaque directe de la production (en généralisant des pratiques de refus du travail) et des soutiens directs (armée...) et indirects (partis, syndicats) du système.